

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 22/05/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DYKA TUBE SAS**

Avenue de l'Europe  
18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT 2023-0223  
Code AIOT : 0010001940

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement DYKA TUBE SAS implanté Avenue de l'Europe 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 12/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DYKA TUBE SAS
- Avenue de l'Europe 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010001940

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de la société DYKA TUBES à La Chapelle Saint-Ursin fabrique des tubes et raccords d'assainissement.

La société REHAU TUBE a initialement été autorisée par l'arrêté préfectoral n°1999.1.724 du 6 août 1999 notamment modifié par l'arrêté préfectoral du 23 mars 2012. Les installations classées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ont été mises à jour par le courrier préfectoral du 21 décembre 2016.

Le changement d'exploitant au profit de la société DYKA TUBES a été acté par récépissé du 15 juillet 2020.

Par courrier du 16 juin 2020, l'exploitant a informé monsieur le préfet du Cher, que les lignes de production utilisant du peroxyde organique ont été transférées vers des sites de fabrication en Allemagne.

Le site comptabilise 98 CDI et une vingtaine d'intérimaires en 2024 .

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- AN24 PFAS
- AN24 Rétention
- NATECH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Principes généraux de prévention du risque de feux de forêts	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	2 mois
6	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Entretien - Propreté	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 2.3	Demande d'action corrective	2 mois
10	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	2 mois
11	Etiquetage des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 7.5.2	Demande d'action corrective	2 mois
12	Bassin de confinement des eaux incendie et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 7.6.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
15	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
20	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	15 jours
21	Absence de clôture sur certaines parties d'installations	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 7.3.1 alinéa 2	Demande d'action corrective	2 mois
22	Distances d'isolement à respecter	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article Chapitre 8.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article article 4	Susceptible de suites	Sans objet
2	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 18	Susceptible de suites	Sans objet
3	Mise en conformité vis-à-vis du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
5	Accessibilité au site et circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	/	Sans objet
8	Dimensionnem	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	ent des rétentions	04/10/2010, article 25-I		
9	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/	Sans objet
14	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
17	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
18	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
19	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/07/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspectrice a vérifié la dernière déclaration GERE faite par l'exploitant. Ce dernier a déclaré</p>

39,4 tonnes de déchets dangereux au titre de l'année 2023. <b><u>Pas d'écart constaté.</u></b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/07/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...]           Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance son ARF et ETF (documents APAVE référencés 23601 BGS 16458 OOH 001 EETF 001 et 002 en date du 27 février 2024) mises à jour suite à la suppression de deux silos équipés de dispositifs anti-foudre. Ce point solde le constat relevé lors de la précédente inspection. <b><u>Pas d'écart constaté.</u></b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Mise en conformité vis-à-vis du risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations « à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 » autorisées à partir du 24 août 2008 « et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 », pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance son ARF et ETF (documents APAVE référencés 23601 BGS 16458 OOH 001 EETF 001 et 002 en date du 27 février 2024) mises à jour suite à la suppression de deux silos équipés de dispositifs anti-foudre. Les études concluent à la nécessité de mettre en place les protections suivantes sur les silos existants : paratonnerres sur les silos 10 et 14, protection mécanique sur les conducteurs de descente, liaisons équipotentielles, parafoudres à remplacer sur silos 3, 10 et 14. L'exploitant n'a pas encore fait mettre en place les protections requises dans l'ETF de février 2024. Il dispose de deux années pour le faire.</p> <p><b><u>Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Principes généraux de prévention du risque de feux de forêts

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Feux de forêts</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant <b>prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</b>  <b>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, [...]</b>          Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les mesures organisationnelles suivantes sont mises en place sur le site DYKA pour prévenir la survenue d'un départ de feu:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- interdiction de fumer;</li> <li>- permis de feu obligatoire avant réalisation de toute opération par points chauds (consultation en séance des derniers permis de feu renseignés en date du 21/12/23: contiennent les descriptifs des travaux, les consignes de sécurité à respecter, les numéros de secours....).</li> <li>- stockage des matières en PVC à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété ;</li> </ul>

- équipements de lutte contre l'incendie entretenus et en bon état ;
- organisation du travail en 5 x 8h (présence physique assurée sur le site 7j/7) ;
- gardiennage en période de fermeture estivale afin d'assurer une présence physique sur le site;
- présence d'équipiers de 1er intervention au sein du personnel.

Par ailleurs, l'exploitant a défini dans son plan de secours et d'intervention (document référencé P\_BOU\_SEC\_01 mis à jour le 02/06/22) les modalités d'alerte en cas d'incendie ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie des principales matières plastiques et additifs présents dans l'usine DYKA (résine PVC, polypropylène, polyéthylène, additifs stabilisants, agents gonflants...). Les moyens d'extinction et dangers associés à la décomposition thermique des matières y sont décrits selon les préconisations édictées dans les FDS des produits.

En revanche, la mise à jour en mars 2017 de l'EDD du site (cette dernière datant de 2008) n'a pas pris en compte le traitement de l'impact d'un feu de forêt sur les installations du site (agresseur externe) ni le traitement de l'impact d'un incendie des installations du site sur le massif forestier voisin représenté par la réserve naturelle nationale Les Chaumes du Verniller (agresseur interne). Un projet d'extension des activités étant à l'étude, l'exploitant pourra profiter d'une éventuelle mise à jour de son EDD pour intégrer le risque lié au feu de forêt.

Lors de la visite de terrain du 25 avril 2024, l'inspectrice a constaté que la végétation abondante issue du massif forestier de la réserve naturelle voisine empiète sur la clôture grillagée ceinturant le site ainsi que sur les deux parcelles récemment acquises par DYKA TUBE : celle référencée ZD0234 (à l'est du site sur une surface d'environ 15 000 m<sup>2</sup>) ainsi que sur le terrain d'environ 27 000 m<sup>2</sup> situé entre la parcelle ZD0091 et ZD0092.

**Constat :** « L'exploitant s'assure que la végétation présente sur site ou à ses abords n'est pas susceptible d'être à l'origine ou de propager un feu et engage les opérations d'entretien relevant de sa responsabilité le cas échéant.

L'étude de dangers de l'établissement ne prend pas en compte le risque de feu de forêt malgré la présence d'une végétation abondante à proximité. Au regard de son exposition à ce risque (constaté en visite) notamment sur les nouvelles parcelles acquises, l'exploitant doit se positionner sur la pertinence de mettre à jour l'analyse de risque présente dans son EDD avec prise en compte du risque agresseur interne et externe. Il proposera, le cas échéant, des mesures de maîtrise des risques adaptées. »

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 5 : Accessibilité au site et circulation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Feux de forêts

**Prescription contrôlée :**



<p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. <b>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</b> Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de terrain du 25 avril 2024, il a été constaté la présence d'une voie engins dégagée, bien entretenue, non encombrée, ceinturant le site. Cette voie de circulation est formalisée dans le plan relatif à la défense extérieure contre l'incendie (DECI) utilisé par les pompiers en cas de sinistre (document référencé ER B 0104 mis à jour le 23/05/22).</p> <p><u><b>Pas d'écart constaté.</b></u></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Feux forêts</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</b> L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un <b>registre</b> tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les <b>rapports de vérifications et maintenance</b> ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspectrice a consulté en séance les documents suivants concernant les moyens de lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rapport de vérification des RIA par EUROFEU (référéncé 1040147-38-1 – intervention du 09/02/24). Document faisant état du bon fonctionnement de l'ensemble des 14 RIA. 1 RIA (le n°3 dans bâtiment n°4) a été identifié avec présence de fuites mais a été changé (Cf. justificatif OT n°70151754 présenté en séance).</li> <li>- rapport de vérification des extincteurs par EUROFEU (référéncé 1040147-20-01 – intervention du 09/02/24). Document faisant état du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements.</li> <li>- Plan de secours et d'intervention (document référencé P_BOU_SEC_01 mis à jour le 02/06/22) indiquant que les poteaux incendie n°31 et 32 situés à moins de 100 mètres des installations avenue de l'Europe) délivraient en novembre 2014 un débit respectivement de 66 et 72 m3/h et que la borne incendie n°33 présentait en juillet 2020 un débit de l'ordre de 121 m3/h. Une actualisation de ces valeurs permettrait de s'assurer que ces moyens externes restent adaptés aux risques à défendre.</li> </ul> <p><b>Constat:</b> "L'exploitant n'a pas défini de fréquence de vérification du débit des poteaux incendie. Il doit par ailleurs s'assurer dans les meilleurs délais, auprès de la mairie de la Chapelle Saint-Ursin, que les débits minimum des bornes et poteaux incendie n°31 à 33 situés avenue de l'Europe à moins de 100 mètres de ces installations sont toujours disponibles".</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 7 : Entretien - Propreté

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Feux de forêts</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chapitre 2.3 Intégration dans le paysage Article 2.3.1 Propreté L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Article 2.3.2 Esthétique Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 25 avril 2024, l'inspectrice a consulté en séance les derniers justificatifs d'intervention en avril 2024 du prestataire GEDHIF 18 pour réaliser la tonte, le débroussaillage et</p>

le désherbage des espaces verts présents sur le site DYKA (intervention mensuelle entre mars et septembre). Lors de la visite de terrain, il a effectivement été constaté que les parties avec herbe étaient correctement entretenues. En revanche, la parcelle référencée ZD0234 (à l'est du site sur une surface d'environ 15 000 m<sup>2</sup>) ainsi que le terrain d'environ 27 000 m<sup>2</sup> situé entre la parcelle ZD0091 et ZD0092, tous deux propriétés de DYKA ne font l'objet d'aucun entretien. La zone de 27 000 m<sup>2</sup> était dans le périmètre du dossier de demande d'autorisation initial (datant de 1998) mais n'a jamais été exploitée. La zone de 15 000 m<sup>2</sup> constitue une extension. Sur ces deux zones, DYKA envisage des projets de développement et est train de mener les études nécessaires afin de vérifier la faisabilité des projets eu égard aux enjeux de biodiversité au droit de ces terrains.

**Constat :** " En l'état, et en l'absence d'examen spécifique dans l'étude de dangers (voir le point de contrôle n°4), les zones de 15 000 et 27 000 m<sup>2</sup> sont susceptibles de présenter un risque de feu de végétation compte tenu de l'abondance de son abondance. A ce jour, l'exploitant n'a pas défini d'action d'entretien et de maintien en propreté de ces dernières. L'exploitant s'assure que la végétation présente sur site ou à ses abords n'est pas susceptible d'être à l'origine ou de propager un feu et engage les opérations d'entretien relevant de sa responsabilité le cas échéant. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la compatibilité de ces mesures avec les enjeux en présence en matière de biodiversité".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé avec des échéances pour leur réalisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Dimensionnement des rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;

50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

☐ dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;

☐ dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

☐ dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas sur son site de cuves aériennes de produits chimiques liquides avec rétention bétonnée. Les seules rétentions en présence sur son site sont celles existantes dans les armoires de stockage de produits chimiques positionnées en divers emplacements sur le site.</p> <p>Lors de la visite de terrain du 25 avril 2024, l'inspectrice a vérifié par sondage le volume de certaines rétentions présentes dans les armoires de stockage métalliques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- celle devant le laboratoire contrôle qualité (pas d'observation particulière sur le contenu de l'armoire et la rétention interne),</li> <li>- celle sur le parc extérieur au niveau de la zone déchets et contenant les huiles neuves et usagées: volume de rétention de l'ordre de 3000 litres (4 m x 0,5 m x 1,5 m) pour environ 4500 litres d'huiles entreposés dans l'armoire (4 GRV de 1000 litres pleins plus divers autres produits). 50% x 4500 litres &lt; 3000 litres ou capacité du plus grand réservoir &lt; 3000 litres.</li> <li>- celle dans le hall n°3: présence d'environ 300 litres d'huile hydraulique sur une rétention de capacité 405 litres.</li> </ul> <p><b><u>Pas d'écart constaté sur la présence des rétentions, ni en termes d'estimation du volume des rétentions en fonction du volume stocké.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Disponibilité et étanchéité des rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. [...] [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de terrain du 25 avril 2024, aucun écart n'a été constaté par l'inspectrice en ce qui concerne la disponibilité des rétentions présentes dans les armoires de stockage des produits chimiques, ni sur l'état de ces rétentions.</p> <p><b><u>Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

/

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Produits incompatibles – rétentions non déportées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Produits incompatibles

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

Lors de la visite de terrain du 25 avril 2024, du fait d'un état des stocks de matières dangereuses incomplet car ne comprenant pas les différentes familles de mentions de dangers des substances et du fait de l'absence d'étiquetage des mentions de dangers sur certains produits entreposés dans l'armoire métallique située sur le parc extérieur au niveau de la zone déchets et contenant les huiles neuves et usagées, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que des produits incompatibles entre eux n'étaient pas associés à la même rétention.

En particulier un travail de recensement des produits en présence dans chaque armoire et des mentions de dangers associées ainsi qu'un travail de vérification de leur compatibilité par examen des FDS n'est pas réalisé.

**Constat:** L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il respecte les règles d'incompatibilité entre produits au sein de ses armoires de stockages de produits chimiques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection un plan d'actions dûment motivé avec échéancier de réalisation associé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Etiquetage des substances dangereuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 7.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etiquetage

**Prescription contrôlée :**

Les fûts, réservoirs et autre emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux [...] portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations

chimiques dangereuses.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de terrain du 25 avril 2024, il a été constaté que des GRV d'huiles usagées et neuves ainsi que d'autres produits voisins associés à la même rétention (antigel, tetrahydrofurane, xylène) et entreposés dans l'armoire de stockage métallique située sur le parc extérieur au niveau de la zone déchets ne comportaient pas d'étiquetage avec leurs mentions de dangers, ne permettant ainsi pas de vérifier la compatibilité entre les produits. Les règles d'incompatibilité entre produits ne sont par ailleurs pas apposées sur l'armoire métallique.</p> <p><b>Constat:</b> L'exploitant ne réalise pas un étiquetage des produits dangereux conforme à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses au sein des armoires de stockage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection un plan d'actions dûment motivé avec échéancier de réalisation associé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : Bassin de confinement des eaux incendie et bassin d'orage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 7.6.7.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 120 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.11 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>La capacité du dispositif de confinement tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p> <p>Le dispositif de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance le 25 avril 2024 le plan des réseaux d'eau sur le site DYKA présent dans la procédure DECI ER B.0104 mise à jour le 23/05/22. Le réseau des eaux pluviales est commun avec le réseau de collecte des eaux d'extinction incendie. Le plan précise que la capacité de collecte des eaux d'extinction incendie dans le réseau de tuyauteries est de l'ordre de</p>

80 m<sup>3</sup> sans toutefois définir le volume total du dispositif de confinement du site. L'exploitant a confirmé qu'il existe bien sous le site une capacité de rétention pour les EP et les eaux d'extinction mais n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs du volume de cette rétention.

En cas de déversement important dans le réseau d'eaux pluviales, les modalités de la vanne d'isolement du réseau d'EP sont définies dans la procédure P\_BOU\_SEC\_01 mise à jour le 02/06/22. Cette vanne de barrage fait l'objet d'un essai de manœuvre tous les 6 mois. L'inspectrice a pu consulter sur la GMAO les OT n°70143067 et 70153640 justifiant de la réalisation de ces essais le 05/10/23 et le 24/04/24. Lors de la visite de terrain le 25 avril 2024, l'exploitant a également procédé à un essai de fermeture de cet organe (la clé de manœuvre était bien présente à côté de la vanne).

**Constat:** L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents permettant de justifier que le dispositif de confinement étanche aux produits collectés dans le réseau d'eaux susceptible d'être pollués est d'une capacité minimum de l'ordre de 120 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 13 : État des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Etat des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

L'exploitant peut connaître en temps réel via l'application SAP l'état des stocks de matières, autres que dangereuses, présentes sur son site: palettes bois, tubes en PVC, autres produits finis... Chaque matière première ou produit fini est en effet référencé par une codification et un tonnage connu. Un inventaire peut ainsi être généré sur demande mais nécessite un travail de synthèse pour regrouper les quantités par typologie de matières.  
Le jour de la visite du 25 avril 2024, étaient présents sur le site DYKA: 3093 tonnes de produits finis et 5087 palettes de bois (pas d'information sur l'équivalent en tonnes pour les palettes).

<p>Concernant les matières dangereuses, l'exploitant a présenté un état des stocks incomplet car ne comprenant pas les différentes familles de mentions de dangers des substances et ne permettant pas ainsi de vérifier si elles sont redevables d'un classement ou non au titre d'une des rubriques 4XXX ou autre de la nomenclature ICPE.</p> <p><b>Constat:</b> L'état des stocks de matières dangereuses présenté en séance par l'exploitant ne permet pas de définir les principaux dangers présentés par ces produits ou substances. Il doit donc être complété avec les mentions de dangers des substances considérées et l'éventuel classement ICPE correspondant. L'état des stocks de matières non dangereuses gagnerait à être plus explicite sur les quantités recensées par grandes types de familles de matières combustibles en présence sur le site (palettes, cartons, plastiques, matériaux d'emballage) et/ou celles pouvant présenter des risques particuliers (PVC, polypropylène, polyéthylène...) pour la gestion d'un risque incendie et ses conséquences.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations les justificatifs permettant de répondre au constat relevé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 14 : Consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes de sécurité en cas d'incendie (alerte, mise en œuvre des moyens de lutte,...) sont clairement définies dans la procédure intitulée « plan de secours et d'intervention » (document référencé P_BOU_SEC_01 mis à jour le 02/06/22).</p> <p><b><u>Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>



/

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 :** Liste des substances PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

Afin de s'assurer qu'il n'utilise pas de produits contenant des PFAS et qu'il n'est donc pas susceptible d'en rejeter dans le milieu naturel, l'exploitant a, d'une part, consulté les fiches de données de sécurité des produits dangereux détenus sur ces installations et a, d'autre part, fait appel à son fournisseur de stabilisants pour que ce dernier puisse lui confirmer que ces produits utilisés à la Chapelle Saint-Ursin ne contiennent pas de PFAS. L'inspectrice a donc pu consulter en séance un document émanant de BAERLOCHER, fournisseur de DYKA et attestant en date du 29/09/23 qu'une dizaine de produits référencés BAEROPAN TX... et utilisés au sein du groupe DYKA sont exempts de PFAS. L'inspectrice a comparé cette liste détaillée dans l'attestation avec celle des 23 produits stabilisants utilisés par la société DYKA et elle a constaté qu'un produit (cité en annexe confidentielle) n'y figurait pas. Elle a par ailleurs consulté en séance la FDS datée du 28/02/22 associée à cet additif pour polymères. La FDS ne fait pas mention de la présence de PFAS dans ce produit.

**Constat :** "L'exploitant s'assurera auprès de son fournisseur BAERLOCHER que l'ensemble des stabilisants utilisés sur ces installations, et en particulier l'additif cité en annexe confidentielle, sont bien exempts de PFAS (faire compléter la liste des produits déjà cités dans l'attestation du 29/09/23), et ce, en complément des informations disponibles dans les FDS".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat ainsi formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 16 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  En dépit de l'absence d'identification de substance PFAS lors de l'étape de recensement, l'exploitant a bien réalisé les 3 campagnes d'analyses obligatoires sur les eaux de process de fabrication. Il s'agit d'eaux de refroidissement circulant en circuit fermé à partir d'une bache de 120 m <sup>3</sup> . Tous les deux ans, les rejets de purge de cette bache sont envoyés vers le point de rejet extérieur n°2 qui constitue le point de rejet des EP susceptibles d'être souillées (celles en provenance du parc de stockage des produits finis). Ces eaux de refroidissement disposant d'un point de rejet ponctuel, c'est ce rejet qui a fait l'objet d'une analyse en PFAS, directement au niveau de la bache de 120 m <sup>3</sup> (point de prélèvement vu en inspection lors de la visite de terrain dans la salle des énergies). L'ensemble des paramètres obligatoires (20 PFAS + AOF) ont fait l'objet d'une analyse. En revanche, lorsque la bache n'est pas rejetée au niveau du point de rejet n°2, les eaux de ruissellement en provenance du parc de stockage et dirigées vers le point de rejet n°2, sont susceptibles de contenir des PFAS puisqu'elles peuvent entrer en contact avec les produits finis entreposés en extérieur. De même, l'exploitant n'a pas mené de campagne d'analyses en PFAS au niveau du point de rejet n°1 qui constitue le point de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (car en provenance de la voirie) alors que cette campagne au niveau de ce point de rejet lui avait été confirmé par courriel de l'UiD18-36 en date du 05/10/23.  <b>Constat :</b> Les points de rejet n°1 et n°2 constituant les point de rejet externes des EP (eaux de voiries + eaux de ruissellement sur parc de stockage des produits finis) susceptibles d'être polluées n'ont pas fait l'objet des campagnes d'analyses obligatoires en PFAS.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations les justificatifs permettant de répondre au constat relevé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 17 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  L'organisme mandaté par la société DYKA pour effectuer le prélèvement et l'analyse en PFAS sur les eaux de refroidissement est EUROFINS, laboratoire accrédité par le COFRAC pour l'analyse des 20 PFAS obligatoires (n° accréditation : 1-0685).  <u>Pas d'écart constaté.</u>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Exigences pour les prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<b>Constats :</b>  Le prélèvement des eaux de refroidissement au niveau de la bache dans la salle des énergies a bien été réalisé avant toute dilution avec d'autres effluents (eaux pluviales notamment ayant ruisselé sur le parc de stockage de produits finis) et rejet au niveau du point externe n°2.  <u>Pas d'écart constaté.</u>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
/
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Précisions des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
<b>Constats :</b>  Pour les analyses réalisées par DYKA sur les eaux de refroidissement au niveau de la bache située dans la salle des énergies, les limites de quantification des PFAS et l'AOF étaient respectées (< 0,1µg/L pour les PFAS et < 2µg/L pour l'AOF). L'inspectrice a consulté en séance les rapports d'analyses EUROFINs suivants : - AR-23-IV-198792-01 (date du prélèvement 19/10/2023 dans Réserve eau de refroidissement) ; - AR-24-IV-001506-01 (date du prélèvement 22/11/2023 dans Réserve eau de refroidissement) ; - AR-24-IV-015576-01 (date du prélèvement 04/12/2023 dans Réserve eau de refroidissement) ; Les résultats d'analyses en PFAS sont tous inférieurs à la LQ. Les résultats d'analyses en AOF sont tous inférieurs à la LQ sauf pour un résultat obtenu à 2,07 µg/L).  <u>Pas d'écart constaté.</u>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
/
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Déclaration des résultats GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>

Les campagnes d'analyse des PFAS dans les eaux de refroidissement du site DYKA n'ont pas fait l'objet d'une transmission par l'exploitant dans l'outil GIDAF. Les nouvelles campagnes sur les points de rejet n°1 et 2 devront également être déclarées dans GIDAF.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations les justificatifs permettant de répondre au constat relevé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 21 : Absence de clôture sur certaines parties d'installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 7.3.1 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de la périphérie.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de terrain le 25 avril 2024, l'inspectrice a constaté que le site n'était pas entièrement clôturé sur sa périphérie. Le grillage ceinturant le site ne dépasse pas les 1.20 mètres de hauteur, ce qui pose la question de l'efficacité de cette clôture puisque facilement "enjambable". Un devis a été présenté en séance par l'exploitant en date de février 2023 demandant la mise en conformité de la clôture pour un montant de 50 000 euros. Aucune commande n'a encore été passée.  <b>Constat :</b> L'ensemble du site n'est pas entièrement clôturé sur sa périphérie et nécessite une mise en conformité pour être rendue efficace.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations les justificatifs permettant de répondre au constat relevé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 22 : Distances d'isolement à respecter**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article Chapitre 8.2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances entre stockage et clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les couronnes, tourets, et fardeaux sont stockés à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriétés [....]. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite de terrain le 25 avril 2024, il a été constaté la présence de regards polypropylène d'assainissement de couleur orange qui étaient entreposés à moins de 10 mètres de la clôture grillagée du site. L'exploitant a indiqué qu'ils seront déplacés dans les meilleurs délais.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations les justificatifs permettant de répondre au constat relevé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois